

UNION EUROPÉENNE  
UNANIEZH EUROPA



L'Europe s'engage  
en Bretagne

Avec le Fonds européen agricole pour le développement rural :  
l'Europe investit dans les zones rurales



Côtes d'Armor  
le Département



Mesure agro-environnementale et climatique (MAEC)

## Notice spécifique de la mesure HE15

**Maintien de l'ouverture par élimination mécanique ou manuelle des  
rejets ligneux et autres végétaux indésirables**

**OUVERT\_02**

**Engagement de 1 an**

**PAEC des Marais salés du Mont Saint Michel**

**Campagne 2021**

**BR\_SMBD\_HE15**

### 1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de maintenir l'ouverture de parcelles dont la dynamique d'embroussaillage est défavorable à l'expression de la biodiversité (risque de fermeture de milieux remarquables herbacés gérés de manière extensive par pâturage).

En effet, dans certaines zones, le pâturage n'est pas suffisant pour entretenir le milieu (rejets ligneux et autres végétaux indésirables ou envahissants tels que les fougères induisant une perte de biodiversité). Un entretien mécanique complémentaire est donc nécessaire pour éviter la fermeture du milieu, dans un objectif paysager et de maintien de la biodiversité. Cette opération contribue également à la défense des forêts contre les risques d'incendies (DFCI) lorsqu'il est appliqué sur les zones de coupures de combustible ou représentant un fort enjeu de prévention des risques de feux et où une action concertée de défense des forêts contre les incendies est mise en place.

La reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu.

### 2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une aide vous sera versée d'un montant de **95,42 €** par hectare engagé.

Par ailleurs, votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux (cf. arrêté régional campagne 2021). Pour les crédits du ministère de l'Agriculture, le montant d'aide maximum par bénéficiaire est indiqué par arrêté préfectoral.

### 3. CONDITIONS SPÉCIFIQUES D'ÉLIGIBILITÉ A LA MESURE

---

#### 3-1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information. Aucune condition d'éligibilité spécifique à cette mesure n'est à vérifier.

Peuvent solliciter une MAEC :

- les personnes physiques exerçant une activité agricole
- les GAEC et autres formes sociétaires exerçant une activité agricole
- les autres personnes morales exerçant une activité agricole : fondations, associations sans but lucratif, établissements agricoles sans but lucratif, établissements d'enseignement et de recherche agricoles à condition qu'ils mettent directement en valeur une exploitation agricole
- les personnes morales mettant à disposition d'exploitants des terres de manière indivise («entités collectives», groupements pastoraux...) pour certaines MAEC.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

#### 3-2 Conditions relatives à l'éligibilité des surfaces

Les surfaces éligibles correspondent aux surfaces en herbe au sein des milieux remarquables gérées de manière extensive par pâturage dont la dynamique d'évolution tend vers l'embroussaillage.

Les surfaces en prairies et pâturages permanents admissibles à cette MAEC sont les surfaces graphiques des parcelles (sans application du prorata), déduction faite des parcelles relevant de la catégorie de prorata 80-100 % d'éléments non admissibles (option 2).

Pour être éligible à cette mesure, une parcelle doit :

- avoir au moins 50 % de sa surface en zone éligible aux mesures biodiversité du territoire ;
- être attestée « milieu remarquable » par le porteur de projet PAEC (ou une personne dûment mandatée par le porteur PAEC), conformément à la note technique de l'autorité de gestion – MAEC n°2016-01 du 22 avril 2016 relative à la définition des milieux remarquables. Cette attestation devra être jointe à la demande d'aide.

### 4. CRITÈRES DE SÉLECTION DES DOSSIERS

---

Cette mesure ne peut être souscrite que sur les surfaces éligibles en ayant déjà bénéficié au cours de cette programmation.

Des critères de priorisation sont susceptibles d'être mis en place afin d'assurer l'adéquation entre les montants sollicités et les ressources financières correspondantes (cf. arrêté régional MAEC-BIO 2021).

### 5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE RÉGIME DE CONTRÔLE ET DE SANCTIONS

---

L'ensemble de vos obligations doit être respecté **dès le 15 mai 2021**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

| Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide  | Contrôles                           |   | Sanctions  |   |                       |
|--|-------------------------------------|---|--|---|-----------------------|
|  | Modalités de contrôle               | Pièces à fournir  | Caractère de l'anomalie  | Gravité   |                       |
|  |                                     |   |  | Importance de l'anomalie  | Étendue de l'anomalie |
| Élimination mécanique ou manuelle des ligneux et autres végétaux définis comme indésirables conformément au diagnostic de territoire et précisé au paragraphe 6:<br>- <b>obligatoire l'année de l'engagement.</b><br>- selon la méthode suivante : broyage sans exportation ou fauche avec exportation | Sur place                           | Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation | Réversible   | Principale  | Totale                |
| Réalisation des travaux d'entretien pendant la période du <b>1<sup>er</sup>/08 au 31/03 (interdiction d'intervention entre le 1<sup>er</sup>/04 et le 31/07)</b>   | Sur place                           | Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles si prestation                       | Réversible   | Secondaire  | A seuil               |
| Enregistrement des interventions   | Sur place : documentaire            | Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements              | Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat. | Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie) | Totale                |
| Interdiction du retournement des surfaces engagées<br>La destruction notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds est interdit.<br><b>Le renouvellement par travail superficiel du sol n'est pas autorisé.</b>  | Administratif et sur place : visuel | Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert                          | Définitif  | Principale  | Totale                |

| Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide                                       | Contrôles                          |   | Sanctions               |                          |                       |
|---|------------------------------------|---|-------------------------|--------------------------|-----------------------|
|   | Modalités de contrôle              | Pièces à fournir  | Caractère de l'anomalie | Gravité                  |                       |
|   |                                    |   |                         | Importance de l'anomalie | Étendue de l'anomalie |
| Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés <sup>1</sup> | Sur place : documentaire et visuel | Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle)<br>Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions | Définitif               | Principale               | Totale                |

---

<sup>1</sup> Traitements localisés : traitements pied à pied des espèces indésirables

## 6. DÉFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

---

### 6-1 Le cahier d'enregistrement des interventions

La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Type d'intervention ;
- Dates ;
- Matériels utilisés

### 6-2 Le programme de travaux

Le **programme de travaux** sera établi par l'opérateur Natura 2000, **le Conservatoire du littoral**, sur la base d'un diagnostic de territoire. Il précise **la méthode d'élimination mécanique ou manuelle des végétaux indésirables ou envahissants à éliminer** qui sera utilisée, en mentionnant :

- x Les espèces à éliminer. Elles pourront faire l'objet d'un référentiel photographique.
- x Un taux de recouvrement ligneux à maintenir.
- x S'agissant d'un engagement de un an, l'élimination des ligneux et autres végétaux définis comme indésirables est obligatoire l'année de l'engagement. En fonction de l'âge des ligneux correspondants, les éléments objectifs de contrôle doivent être définis (par exemple absence de ligneux, présence de ligneux de diamètre inférieur à 1 cm, ...).
- x La période pendant laquelle l'élimination mécanique des rejets ligneux et autres végétaux indésirables doit être réalisée, dans le respect des périodes de reproduction de la faune et de la flore et, le cas échéant, en lien avec les objectifs du SRCE et du site Natura 2000. Une période d'interdiction d'intervention devra ainsi être fixée, d'au minimum 60 jours entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 juillet, sauf sur les territoires à enjeu DFCI sur lesquels l'entretien devra être réalisé avant le 30 juin.
- x la méthode d'élimination mécanique en fonction de la sensibilité du milieu :
  - fauche ou broyage ;
  - export obligatoire des produits de fauche ou maintien sur place autorisé ;
  - matériel à utiliser, en particulier matériel d'intervention spécifique aux zones humides (faible portance)